



BUREAU DE L'ASSEMBLEE

AS/Bur/CB (2013) 9
4 septembre 2013

Aux membres de l'Assemblée

**Carnet de bord
de la réunion tenue à Dubrovnik, Croatie
le 2 septembre 2013**

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le lundi 2 septembre 2013 à Dubrovnik, sous la présidence de M. Jean-Claude Mignon, Président de l'Assemblée, en ce qui concerne :

- **Suivi de la troisième partie de session de 2013 (Strasbourg, 24-28 juin) :**
 - . *Résolution 1941 (2013) sur la Demande d'ouverture d'une procédure de suivi pour la Hongrie*: a renvoyé la question de la situation en Hongrie suite à l'adoption de la Résolution 1941 (2013) de l'Assemblée à la commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport* et à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme et à la commission culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour avis* ;
- **Communication du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe**: a pris note de la communication ;
- **Forum mondial de la démocratie (Strasbourg, 27-29 novembre 2013)** : a pris note des suggestions des délégations nationales et des membres du Bureau sur le contenu du projet de programme du Forum ; a décidé de constituer une commission ad hoc du Bureau pour participer au Forum, qui peut être composée de membres proposés par toutes les commissions de l'Assemblée, à temps avant la réunion du Bureau du 4 octobre 2013;
- **Quatrième partie de session de 2013 (Strasbourg, 30 septembre – 4 octobre)** : a établi le projet d'ordre du jour ;
- **Renvois et transmissions en commissions** : a examiné et approuvé les renvois tels que présentés en annexe 1, sous réserve de ratification par l'Assemblée ;
- **Observation d'élections** :
 - . *Calendrier des élections*: a pris note du calendrier des élections 2013/2014 tel que présenté dans le mémorandum présenté par le Secrétaire Général de l'Assemblée ;
 - . *Elections législatives en Albanie (23 juin 2013)*: a approuvé le rapport final de la commission ad hoc ;
 - . *Election présidentielle en Azerbaïdjan (9 octobre 2013)*: a approuvé la composition mise à jour de la commission ad hoc (voir annexe 2);
 - . *Election présidentielle en Géorgie (27 octobre 2013)*: a approuvé la composition mise à jour de la commission ad hoc (voir annexe 3);

- **Demande du Parlement de Jordanie pour le statut de partenaire pour la démocratie auprès de l'Assemblée** : a décidé de renvoyer cette demande à la commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport*, et à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme et à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour avis* ;
- **Journée internationale de la démocratie, 15 septembre 2013** : a approuvé la Déclaration, à publier dans le cadre de la journée internationale de la démocratie (voir annexe 4);
- **Prix Nord-Sud 2013 du Conseil de l'Europe: appel à candidatures**: a invité les membres du Bureau à proposer des noms de candidat(e)s potentiel(le)s pour le Prix Nord-Sud 2013;
- **Questions diverses** :
 - **Prix des droits de l'Homme Václav Havel** : a pris note que les trois candidats présélectionnés par le jury du Prix lors de sa réunion à Prague le 26 août 2013 sont (par ordre alphabétique) : M. Ales Bialiatski (Biélorus), l'Association des jeunes juristes géorgiens (Géorgie) et le Réseau Défense des droits (Chine) ;
 - **Situation en Egypte** : a approuvé une déclaration (voir annexe 5) ;
 - **Situation en Syrie** : a approuvé une déclaration (voir annexe 6) ;
- **Composition de la commission du Monitoring**: sur la base d'une proposition du Groupe socialiste, a désigné M. Jonas Gunnarson (Suède, SOC), sous réserve de ratification par l'Assemblée ;
- **Désignation de représentants à des activités officielles**: a désigné M. Zoran Vukčević (Monténégro, SOC) pour participer aux réunions d'automne de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui auront lieu à Budva, Monténégro, du 13 au 15 octobre 2013 ;
- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** : a approuvé les demandes suivantes :
 - **Sous-commission du Prix de l'Europe** (de la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable) : Tata, Hongrie, 20 août 2013 et Altötting, Allemagne, 14 septembre 2013 ;
 - **Sous-commission ad hoc sur la réforme du football international** (de la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias) : Nyon, Suisse, 9 septembre 2013 ;
 - **Sous-commission ad hoc pour participer au Forum de Lisbonne** (de la commission des questions politiques et de la démocratie) : Lisbonne, Portugal, 6 et 7 novembre 2013 ;
 - **Commission des questions politiques et de la démocratie** : Lisbonne, Portugal, 8 novembre 2013 ;
- **Réunions de la Commission permanente et du Bureau en 2014**: a approuvé les dates des réunions pour 2014 (voir annexe 7) ;
- **Dates et lieux des prochaines réunions** :
 - Lundi 30 septembre 2013, Strasbourg à 8 h ;
 - Vendredi 4 octobre 2013, Strasbourg à 8 h 30 ;
 - Jeudi 21 novembre 2013, Vienne à 14 h 30 ;
 - Lundi 16 décembre 2013, Paris à 9 h 30.

Markus Adelsbach

Copie au(x) :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe

ANNEXE 1

RENOIS EN COMMISSIONS

Doc. 13253, proposition de résolution, Les étudiants et les activités sportives, transmission à la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour information*

Doc. 13254, proposition de résolution, La préférence des jeunes pour les jeux vidéo et le sport, transmission à la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour information*

Doc. 13255, proposition de résolution, Graves revers dans le domaine des droits de l'homme et de l'Etat de droit en France, renvoi à la commission pour le respect des obligations et engagements des Etats membres du Conseil de l'Europe (commission de suivi) *pour préparation d'un avis écrit, en accord avec les paragraphes 3 et 4 du mandat de la commission de suivi*

Doc. 13256, proposition de recommandation, Egalité et insertion des personnes handicapées, renvoi à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport*

Doc. 13257, proposition de résolution, Discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe, renvoi à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport*

Doc. 13260, proposition de résolution, Mandat du Président de l'Assemblée parlementaire, *classement sans suite*

Doc. 13289, demande d'avis du Comité des Ministres, Projet de Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains, renvoi à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport* et à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour avis*

ANNEXE 2

**AD HOC COMMITTEE FOR THE OBSERVATION OF THE
PRESIDENTIAL ELECTION IN AZERBAIJAN**

**COMMISSION AD HOC POUR L'OBSERVATION
DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE EN AZERBAÏDJAN**

9 October / octobre 2013

List of members / Liste des membres

ROBERT WALTER* (EDG/GDE) UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI,
HEAD OF THE DELEGATION / CHEF DE LA DÉLÉGATION

**GROUP OF THE EUROPEAN PEOPLE'S PARTY (EPP/CD)
GROUPE DU PARTI POPULAIRE EUROPEEN (PPE/DC)**

VIOREL RICEARD BADEA
JEAN-MARIE BOCKEL
CHARLO BONNICI
AGUSTÍN CONDE
ŞABAN DIŞLI
AXEL E FISCHER
JOE O'REILLY
JOHN PAUL PHELAN
MARIETTA DE POURBAIX-LUNDIN*
YVES POZZO DI BORGO

ROMANIA / ROUMANIE
FRANCE
MALTA / MALTE
SPAIN / ESPAGNE
TURKEY / TURQUIE
GERMANY / ALLEMAGNE
IRELAND / IRLANDE
IRELAND / IRLANDE
SWEDEN / SUÈDE
FRANCE

SUBSTITUTES

LOLITA ČIGĀNE
DEIRDRE CLUNE
ERICH GEORG FRITZ
JAN KAŻMIERCZAK
ALEKSANDAR NIKOLOSKI

LATVIA / LETTONIE
IRELAND / IRLANDE
GERMANY / ALLEMAGNE
POLAND / POLOGNE
"THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA"/
"L'EX-RÉPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACÉDOINE"

**SOCIALIST GROUP (SOC)
GROUPE SOCIALISTE (SOC)**

LENNART AXELSSON
PHILIPPE BIES
PAOLO CORSINI
ANDREAS GROSS
JIM HOOD
TADEUSZ IWIŃSKI *
STEFAN SCHENNACH
JOUKO SKINNARI
YANAKI STOILOV
KOSTAS TRIANTAFYLLOS

SWEDEN / SUÈDE
FRANCE
ITALY / ITALIE
SWITZERLAND / SUISSE
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
POLAND / POLOGNE
AUSTRIA / AUTRICHE
FINLAND / FINLANDE
BULGARIA / BULGARIE
GREECE / GRÈCE

SUBSTITUTES

ARCADIO DÍAZ TEJERA
JEAN YVES LE DEAUT
VOLODYMYR PYLYPENKO
ALEKSANDRS SAKOVSKIS
THEODORA TZAKRI
ZORAN VUKČEVIĆ

SPAIN / ESPAGNE
FRANCE
UKRAINE
LATVIA / LETTONIE
GREECE / GRÈCE
MONTÉNÉGRO / MONTENEGRO

**EUROPEAN DEMOCRAT GROUP (EDG)
GROUPE DEMOCRATE EUROPEEN (GDE)**

MARGARET EATON
NADEZDA GERASIMOVA
OLGA KAZAKOVA

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE
RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

SUBSTITUTES

YULIYA L'OVOCHKINA
JAMES CLAPPISON
DAVID DAVIES

UKRAINE
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

ALLIANCE OF LIBERALS AND DEMOCRATS FOR EUROPE (ALDE)

ALLIANCE DES DEMOCRATES ET DES LIBERAUX POUR L'EUROPE (ADLE)

MIKE HANCOCK
ALFRED HEER
JUDITH OEHRI
JORDI XUCLÀ *

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
SWITZERLAND / SUISSE
LIECHTENSTEIN
SPAIN / ESPAGNE

SUBSTITUTES

TUDOR CHIUARIU
ANDREA RIGONI

ROMANIA / ROUMANIE
ITALY / ITALIE

GROUP OF THE UNIFIED EUROPEAN LEFT (UEL)

GROUPE POUR LA GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE (GUE)

DIMITRIOS PAPADIMOULIS*

GREECE / GRÈCE

SUBSTITUTE

KATERINA KONEČNÁ

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

RAPPORTEURS AS/MON (EX-OFFICIO)

PEDRO AGRAMUNT*
JOSEPH DEBONO GRECH*

SPAIN / ESPAGNE
MALTA / MALTE

SECRETARIAT

VLADIMIR DRONOV, HEAD OF SECRETARIAT, INTERPARLIAMENTARY CO-OPERATION AND ELECTION OBSERVATION UNIT
BOGDAN TORCATORIU, ADMINISTRATOR, INTERPARLIAMENTARY CO-OPERATION AND ELECTION OBSERVATION UNIT
DANIELE GASTL, ASSISTANT, INTERPARLIAMENTARY CO-OPERATION AND ELECTION OBSERVATION UNIT

* PRE-ELECTORAL MISSION

ANNEXE 3

**AD HOC COMMITTEE FOR THE OBSERVATION OF THE
PRESIDENTIAL ELECTION IN GEORGIA**

**COMMISSION AD HOC POUR L'OBSERVATION
DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE EN GEORGIE**

27 October / octobre 2013

List of members / Liste des membres

MERITXELL MATEU PI *(ANDORRA/ALDE), HEAD OF THE DELEGATION / CHEF DE LA DÉLÉGATION

GROUP OF THE EUROPEAN PEOPLE'S PARTY (EPP/CD)

GROUPE DU PARTI POPULAIRE EUROPEEN (PPE/DC)

| | |
|---------------------|---|
| JEAN-MARIE BOCKEL | FRANCE |
| MARTON BRAUN | HUNGARY / HONGRIE |
| LOLITA CIGANE | LATVIA / LETTONIE |
| IRYNA GERASHCHENKO | UKRAINE |
| VALERIU GHILETCHI | REPUBLIC OF MOLDOVA / REPUBLIQUE DE MOLDOVA |
| ANDRES HERKEL* | ESTONIA / ESTONIE |
| DENIS JACQUAT | FRANCE |
| INESE LIBINA-EGNERE | LATVIA / LETTONIE |
| THIERRY MARIANI | FRANCE |
| CEZAR FLORIN PREDĂ | ROMANIA / ROUMANIE |

SUBSTITUTES

| | |
|-----------------------------|-------------------|
| LESIA OROBETS | UKRAINE |
| ZARUHI POSTANJYAN | ARMENIA / ARMÉNIE |
| MARIETTA DE POURBAIX LUNDIN | SWEDEN / SUÈDE |
| YVES POZZO DI BORGIO | FRANCE |

SOCIALIST GROUP (SOC)

GROUPE SOCIALISTE (SOC)

| | |
|---------------------|------------------------------|
| PAOLO CORSINI | ITALY / ITALIE |
| JOSETTE DURRIEU | FRANCE |
| JIM HOOD | UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI |
| FLORIN IORDACHE | ROMANIA / ROUMANIE |
| LUC RECORDON | SWITZERLAND / SUISSE |
| ALEXANDRS SAKOVSKIS | LATVIA / LETTONIE |
| STEFAN SCHENNACH | AUSTRIA / AUTRICHE |
| JOHN TOMLINSON* | UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI |
| THEODORA TZAKRI | GREECE / GRECE |
| GISELA WURM | AUSTRIA / AUTRICHE |

SUBSTITUTES

| | |
|--------------------|------------------|
| BERNADETTE BOURZAI | FRANCE |
| TADEUSZ IWINSKI | POLAND / POLOGNE |

EUROPEAN DEMOCRAT GROUP (EDG)

GROUPE DEMOCRATE EUROPEEN (GDE)

| | |
|--------------------|---|
| CHRISTOPHER CHOPE* | UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI |
| JONATHAN EVANS | UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI |
| SERGEY KALASHNIKOV | RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE |
| YULIYA L'OVOCHKINA | UKRAINE |

SUBSTITUTES

VITALY IGNATENKO
ANGELA WATKINSON
GANIRA PASHAYEVA

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE
UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI
AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

ALLIANCE OF LIBERALS AND DEMOCRATS FOR EUROPE (ALDE)

ALLIANCE DES DEMOCRATES ET DES LIBERAUX POUR L'EUROPE (ADLE)

GEROLD BÜCHEL
DORIS FIALA
ANDREA RIGONI

LIECHTENSTEIN
SWITZERLAND / SUISSE
ITALY / ITALIE

SUBSTITUTE

TUDOR-ALEXANDRU CHIUARIU
ALINA GORGHIU

ROMANIA / ROUMANIE
ROMANIA / ROUMANIE

GROUP OF THE UNIFIED EUROPEAN LEFT (UEL)

GROUPE POUR LA GAUCHE UNITAIRE EUROPÉENNE (GUE)

VASSILY LIKHACHEV*

RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE

SUBSTITUTE

TUUR ELZINGA

NETHERLANDS / PAYS-BAS

RAPPORTEURS AS/MON (EX-OFFICIO)

BORISS CILEVIČS *
MICHAEL AASTRUP JENSEN*

LATVIA / LETTONIE
DENMARK / DANEMARK

SECRETARIAT

CHEMAVON CHAHBAZIAN, DEPUTY HEAD, INTERPARLIAMENTARY CO-OPERATION AND ELECTION OBSERVATION UNIT
FRANCK DAESCHLER, PRINCIPAL ADMINISTRATIVE ASSISTANT, INTERPARLIAMENTARY CO-OPERATION AND ELECTION OBSERVATION UNIT

* PRE-ELECTORAL MISSION

ANNEXE 4

Journée internationale de la démocratie, 15 septembre 2013

Déclaration du Bureau de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe

Aujourd'hui encore, beaucoup de voix s'élèvent pour s'inquiéter non seulement de la crise financière et économique traversée par notre monde, mais aussi de celle qui se traduit par une défiance de la population envers les institutions démocratiques, reflétée par la désaffection des électeurs et par le discrédit dont pâtissent les responsables politiques. Les mouvements populistes, radicaux ou xénophobes, les votes protestataires et les manifestations de discours de haine prennent de l'ampleur. La montée en puissance des centres de décision supranationaux, l'OMC, l'Union européenne, le FMI, etc... renforce le sentiment d'impuissance du Politique alors que la légitimité reste nationale, et ce dans un contexte d'une économie mondialisée. Les partis extrémistes prospèrent en apportant une réponse simpliste, mais facile à comprendre, fondée sur la fermeture à l'extérieur, face à une réalité complexe et à un avenir incertain. La démocratie est en train de se transformer aujourd'hui, car elle doit en outre faire face aux nouvelles réalités de l'époque postmoderne, où les partis politiques ne sont plus les seuls mécanismes de participation à la vie politique. Les réseaux sociaux et la société civile font ressortir de nouveaux défis.

A cet égard, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe salue le fait que la Journée 2013 de la démocratie mette l'accent sur la nécessité de faire mieux entendre les voix qui plaident pour la démocratie. Elle invite les parlements nationaux à s'adapter aux changements sociétaux et technologiques et à améliorer les canaux de communication avec le grand public. Grâce à Internet, aux réseaux sociaux, aux chaînes de télévision parlementaires et / ou aux associations de la société civile, les parlements peuvent renforcer les relations avec les générations montantes. Ils devraient aussi promouvoir de nouvelles façons de s'exprimer par-delà les formes traditionnelles de mandat et de délégation : la création de processus et de structures participatifs et délibératifs, les réseaux transnationaux formés par la population pour traiter certaines questions, l'éducation à la citoyenneté et la formation politique peuvent être des outils utiles. Il faudrait améliorer la transparence des règles de financement des partis et des campagnes politiques et traduire en justice les responsables politiques et les fonctionnaires corrompus : ce serait un moyen de restaurer la confiance du grand public envers leur parlement. Une meilleure participation des femmes, des jeunes et des minorités pourrait renforcer leur représentativité et leur crédibilité.

L'Assemblée parlementaire est fermement convaincue que le Conseil de l'Europe est fort bien placé pour combler le manque de confiance et mettre en présence les responsables des milieux politiques et de la société civile. Ensemble, ils pourraient trouver plus facilement des solutions pour permettre à la démocratie représentative de relever les défis sociétaux et technologiques, comme ceux que lancent les médias sociaux. Dans ce contexte, elle tient à mettre l'accent en particulier sur le prochain Forum mondial de la démocratie, organisé par le Conseil de l'Europe, dont le thème, cette année, est « Retisser la démocratie : connecter les institutions et les citoyens à l'ère du numérique » (Strasbourg, 27-29 novembre 2013). Le Forum constituera une plateforme opportune pour un véritable dialogue participatif sur le changement et l'avenir de la démocratie. Il contribuera à façonner l'action future de l'Organisation, de ses institutions et des Etats membres.

ANNEXE 5

Déclaration du Bureau de l'Assemblée parlementaire sur l'Egypte

Strasbourg, 02.09.2013 – Le Bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réuni aujourd'hui à Dubrovnik (Croatie), appelle à un processus de réconciliation inclusif et à un dialogue politique en Egypte qui éviteraient tout autre recours à la violence, permettraient un retour à la stabilité et créeraient les conditions pour l'organisation d'élections libres et équitables dès que possible. Une intervention militaire n'est pas une solution aux déficits démocratiques. Les autorités de transition doivent mettre en œuvre sans délai une feuille de route pour la normalisation du climat politique dans le pays et la restauration d'un régime démocratique en Egypte.

Choqué par le nombre de morts causé par l'intervention des forces de police lors de la dispersion des rassemblements pro-Morsi, mais également inquiet des actes de violence perpétrés par les manifestants, y inclus les attaques contre les lieux de prière des religions minoritaires, le Bureau demande une enquête indépendante sur les morts et les actes de violence quelles que soient les personnes les ayant commis.

L'Assemblée, par le biais de sa Commission des questions politiques et de la démocratie, suit de près la situation en Egypte. La commission tiendra une audition sur l'Egypte le 4 septembre 2013 à Paris.

ANNEXE 6

Déclaration du Bureau de l'Assemblée parlementaire sur la Syrie

Strasbourg, 02.09.2013 - Le Bureau de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réuni aujourd'hui à Dubrovnik (Croatie), condamne l'utilisation probable d'armes chimiques en Syrie qui, le 21 août 2013, a causé la mort de plusieurs centaines de personnes dont un grand nombre d'enfants. Toute utilisation d'armes chimiques n'importe où, par n'importe qui, en toutes circonstances, constitue une violation du droit international et un crime contre l'humanité. Le Bureau appelle la communauté internationale à prendre des mesures pour augmenter la pression sur les pays qui n'ont pas encore signé la Convention sur les armes chimiques, à le faire. Il appelle également à une action urgente afin de mettre sous contrôle international les stocks d'armes chimiques en Syrie pour en empêcher l'accès à ceux qui soutiennent ou s'opposent au gouvernement.

Le Bureau rappelle que dans ses Résolutions 1878 (2012) sur la situation en Syrie et 1902 (2012) sur la réponse européenne à la crise humanitaire en Syrie, l'Assemblée demande une solution politique au conflit en Syrie. Aujourd'hui, plus d'une année et demie plus tard, l'escalade de la violence requiert une action diplomatique plus urgente que jamais. Toutes les parties concernées, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du pays, doivent, sans attendre, participer au-delà de leurs différences à une conférence sur la paix en Syrie. L'usage des armes ne mène jamais à une paix durable et n'est, de ce fait, pas une option. Seule une solution politique peut mettre un terme à la spirale de la violence, mais aussi à la situation dramatique des réfugiés et des personnes déplacées.

Le Bureau de l'Assemblée est particulièrement consterné par le nombre important de réfugiés, spécialement des enfants, forcés à fuir la Syrie qui, selon les estimations des Nations Unies, atteint un million. Il appelle une fois de plus à la fourniture d'une aide humanitaire sans entrave aux blessés, réfugiés et personnes déplacées et à toutes les personnes qui sont dans le besoin en Syrie ou dans les pays voisins.

ANNEXE 7

Réunions de la Commission permanente et du Bureau en 2014

Propositions préliminaires de dates¹

| | |
|---|---|
| Lundi 27 janvier, 8h00, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Vendredi 31 janvier, 8h30, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Jeudi 6 mars, 15h00, Paris | Bureau |
| Vendredi 7 mars, 9h00, Paris (à confirmer) | Commission Permanente |
| Lundi 7 avril, 8h00, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Vendredi 11 avril, 8h30, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Jeudi 22 mai, Bakou, Azerbaïdjan | Bureau |
| Vendredi 23 mai, Bakou, Azerbaïdjan | Commission Permanente (Présidence du CM) |
| Lundi 23 juin, 8h00, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Vendredi 27 juin, 8h30, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Lundi 1 ^{er} septembre, 9h30, Paris | Bureau |
| Lundi 29 septembre, 8h00, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Vendredi 3 octobre, 8h30, Strasbourg (partie de session) | Bureau |
| Novembre, Bruxelles, Belgique (date à confirmer) | Bureau et Commission Permanente (Présidence du CM) |
| Lundi 15 décembre, 9h30, Paris | Bureau |

¹ Les dates des réunions prévues ailleurs qu'à Strasbourg et Paris doivent faire l'objet d'un accord formel du Parlement du pays concerné.